

Le pouvoir aux travailleurs

16 AVRIL 2022

N° 283

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



21 juillet 2021 à Abidjan, lors de la « marche citoyenne » contre la vie chère

Éditorial

FACE À LA MENACE D'UNE NOUVELLE VAGUE D'ÉMEUTES DE LA FAIM, LES DIRIGEANTS AU POUVOIR MULTIPLIENT MENSONGES ET DÉMAGOGIES

Page 3 – 4

SIVOP : À TROP TIRER SUR LA CORDE, ÇA FINIT PAR CASSER

Page 5

REMANIEMENT MINISTÉRIEL : TOUT SAUF UN MOYEN DE LUTTER CONTRE LA VIE CHÈRE !

Page 10

LE CAPITALISME, UN SYSTÈME QU'IL FAUT RENSER

Page 15 - 16

<u>SOMMAIRE</u>	PAGES
<u>ÉDITORIAL :</u>	
- FACE À LA MENACE D'UNE NOUVELLE VAGUE D'ÉMEUTES DE LA FAIM, LES DIRIGEANTS AU POUVOIR MULTIPLIENT MENSONGES ET DÉMAGOGIES	3 - 4
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS</u>	
- SIVOP : À TROP TIRER SUR LA CORDE, ÇA FINIT PAR CASSER	5
- NUTRI : LA COUVERTURE MALADIE EST UN DROIT QU'IL FAUT IMPOSER À LA DIRECTION !	6
- « SYSTÈME-MARGOUEILLAT », UN FLÉAU QUI SE NOURRIT DE LA MISÈRE DES TRAVAILLEURS	6
- LA PROGRESSION DU TRAVAIL DU DIMANCHE : UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LE MONDE OUVRIER	7
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- MÉFIONS-NOUS DE CES GENS-LÀ, COMME DE LA PESTE !.....	8 - 9
- PLUS DE 2,5 MILLIONS DE SANS-PAPIERS DEPUIS LE 31 MARS 2022.....	9
- REMANIEMENT MINISTÉRIEL : TOUT SAUF UN MOYEN DE LUTTER CONTRE LA VIE CHÈRE !.....	10
- TOTAL ÉNERGIES : BLAGUER-TUER !.....	10
- POSTE DE PÉAGE DE L'AUTOROUTE DE GRAND BASSAM, UNE AFFAIRE DE RACKET RONDEMENT MENÉE	11 - 12
- EFFONDREMENT D'IMMEUBLES À ABIDJAN : LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE !.....	12
- TIASSALÉ : PONT À RISQUE, MAIS SILENCE DES AUTORITÉS ... JUSQU'AU PROCHAIN DRAME	13
- LE POLITIQUE ET LES INVESTISSEMENTS : RIRE OU PLEURER ?.....	13
- LE CAPITALISME, UN SYSTÈME QU'IL FAUT RENVERSER	15 - 16

FACE À LA MENACE D'UNE NOUVELLE VAGUE D'ÉMEUTES DE LA FAIM, LES DIRIGEANTS AU POUVOIR MULTIPLIENT MENSONGES ET DÉMAGOGIES
--

En Côte d'Ivoire, comme dans de nombreux pays africains, la peur d'une nouvelle vague d'émeutes de la faim, 14 ans après celle de 2008, hante les dirigeants au pouvoir car cela risque de les emporter, sinon de les mettre en grande difficulté. Certes, à quelques rares exceptions, ce ne sont pas les mêmes qu'en 2008 mais ils n'ignorent pas que la situation est explosive et qu'il suffirait d'une étincelle pour que la colère populaire explose à leur figure.

Depuis la crise sanitaire de 2020, les prix des denrées alimentaires ainsi que ceux des loyers, transport, gaz, carburant et autres ne cessent de grimper. Des millions de familles qui vivaient déjà dans la précarité, ont vu leurs conditions s'aggraver.

Le salaire des travailleurs, bloqué depuis des années, ne permettait déjà plus de vivre normalement bien avant la flambée des prix de 2020. Le chômage s'est aggravé, de même que les conditions de travail de ceux qui ont encore « *la chance* » d'avoir du travail car les capitalistes ont profité de la crise économique pour aggraver l'exploitation : encore plus d'heures supplémentaires non payées, de jours de repos supprimés, de cadences, de salaires « *à la tâche* », de réprimandes et autres sanctions, etc.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine a amplifié la crise économique mondiale. La spéculation capitaliste sur les matières premières comme le blé, le maïs, le gaz, le pétrole et bien d'autres produits a créé des pénuries artificielles pour faire flamber les prix. Cela a permis à une petite minorité de parasites et de profiteurs de guerres de faire d'énormes profits en affamant des millions de personnes à travers le monde et plus particulièrement dans les pays pauvres. C'est le système capitaliste dans toute sa monstruosité !

À chaque flambée de prix, la colère gronde dans les quartiers populaires. La question que toutes les mères et tous les pères de familles se posent c'est de savoir comment on va faire pour nourrir la famille avec les prix des denrées qui s'envolent, y compris ceux des produits locaux. Les dirigeants au pouvoir font semblant de s'en préoccuper et parlent de « mobilisation générale », de « riposte contre la vie chère », mais ils mentent comme des arracheurs de dents, comme leurs prédécesseurs de 2008.

En Côte d'Ivoire, par exemple, le gouvernement a décrété le 9 mars dernier le « plafonnement » de prix sur 21 produits et services pour une durée de trois mois. Il s'agit entre

autres, du pain, de l'huile, du riz local, de la viande de bœuf, de l'eau, électricité et transport. En ce qui concerne le pain, par exemple, c'est juste une tromperie puisque si le prix officiel de la baguette dite « normale » est resté « plafonné », son poids en farine a diminué ! Pour les autres produits, c'est à peu près du même tonneau.

C'est ce genre de tromperie que Ouattara veut présenter comme un « *renforcement de la sécurité alimentaire* » en Côte d'Ivoire. Et quand ça ne fonctionne pas, il cherche des boucs émissaires parmi les petits commerçants de quartiers en les désignant comme responsables des hausses de prix sous prétexte qu'ils ne respecteraient pas le plafonnement des prix. Mais les petits commerçants ne font que répercuter les augmentations imposées par les industriels et les grandes sociétés de négoce qui ont le monopole de l'importation. Ce sont ceux-là qui profitent de la pénurie pour gonfler leurs marges. Ils ne sont jamais inquiétés par l'État, bien au contraire, ils bénéficient de réduction de taxes et de diverses facilités.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des prétendues mesures saluaires de Ouattara, pas plus qu'ils n'ont pu compter sur le pouvoir de Gbagbo lors des émeutes de la faim en 2008. Leur salut dépend de leur seule capacité de se mobiliser et de s'organiser pour obtenir des augmentations conséquentes de leurs salaires afin de rattraper les années de blocage et pour exiger en même temps que leurs salaires soient dorénavant indexés sur le coût réel de la vie, c'est-à-dire qu'à chaque fois que les prix montent, les salaires doivent aussi monter immédiatement.

Les travailleurs ont les moyens d'imposer leurs exigences par la lutte s'ils prennent conscience de la force sociale qu'ils représentent, c'est-à-dire de leur nombre et du rôle essentiel qu'ils jouent dans l'économie. Sans eux, rien ne pourrait fonctionner, aucune production ne pourrait se faire, aucun bâtiment ne pourrait se construire. Les capitalistes ont besoin de notre force de travail pour s'enrichir et sont prêts à tout pour nous maintenir esclaves de leur système d'exploitation. Mais le prolétariat, la classe des travailleurs, finira par trouver les moyens de son émancipation et en même temps celle de toute la société.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

SIVOP : À TROP TIRER SUR LA CORDE, ÇA FINIT PAR CASSER

Les travailleurs journaliers de SIVOP (branche cosmétique, à la zone industrielle de Yopougon) ont fait grève pour marquer leur solidarité avec l'un de leurs collègues renvoyé.

Cette entreprise est connue pour ses conditions de travail particulièrement difficiles. La direction exige des chaussures de sécurité, mais les travailleurs journaliers, qui sont de loin les plus nombreux, n'ont droit ni aux chaussures ni à la tenue de travail. Tout est à leurs frais, ils doivent obligatoirement acheter à l'usine, pour une somme de 2500 F, une chasuble qui fait office de tenue de travail.

À l'intérieur de l'usine, la chaleur est intense, il n'y a aucun système de ventilation pour rafraîchir un peu la température. La pression sur le dos des travailleurs est énorme. À la moindre erreur, les sanctions pleuvent. Les renvois sont monnaie courante. Les ouvriers travaillent avec la peur au ventre car ils sont sous la menace permanente de sanction ou de renvoi. Il n'y a pas de bulletin de paye. La plupart du temps, la paye vient avec plus d'une semaine de retard.

Chaque jour à la descente, la direction exige que les travailleurs se mettent en rang avant de sortir de l'usine. Ils doivent attendre le signal d'un chef et marcher au pas comme des élèves de CP1, puis ils sont fouillés avant de franchir la porte de sortie.

La colère longtemps retenue a fini par éclater. Ce qui a mis le feu aux poudres,

c'est que ce jour-là, une forte pluie menaçait de tomber, et tout le monde sait que lorsqu'il pleut sur la zone industrielle, elle est complètement inondée. Les travailleurs ont donc refusé de se soumettre à ce cérémonial folklorique et humiliant. Mais à cause de ce refus d'obéir, l'un d'entre eux a été renvoyé le lendemain. La direction croyait certainement que cet énième renvoi allait passer sans problème. Mais cette fois-ci cela ne n'est pas passé comme d'habitude car les travailleurs se sont mis spontanément en grève pour protester contre ce renvoi abusif.

Dès l'entame de la grève, le patron a fait appel à la police, la gendarmerie, la BAE, l'Inspection du travail et même à un syndicat maison pour dire aux travailleurs que leur grève est illégale sous prétexte qu'ils n'ont pas déposé un préavis. Mais les travailleurs ne se sont pas laissés intimider par cet impressionnant dispositif et ont tenu bon pendant trois jours.

Finalement, plus d'une centaine de travailleurs ont été renvoyés. Le patron pense ainsi avoir gagné la partie, mais les problèmes posés par les travailleurs sont toujours là. Les mêmes causes créant les mêmes effets, cette situation va tôt ou tard lui exploser au visage et il l'aura bien mérité. Souhaitons que la prochaine fois, les travailleurs trouveront les moyens de lui rendre la monnaie de sa pièce en étant mieux organisés et se donneront les moyens d'étendre le mouvement dans l'ensemble de l'usine et même au-delà car l'exploitation et le mépris sont les mêmes partout.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

NUTRI : LA COUVERTURE MALADIE EST UN DROIT QU'IL FAUT IMPOSER À LA DIRECTION !

Le décès brusque de l'un de nos collègues récemment à la suite d'une maladie, est venu remettre à l'ordre du jour le problème de l'assurance maladie pour tous les travailleurs.

Ce camarade est mort parce qu'il n'avait pas les moyens de se faire soigner dans de bonnes conditions. En effet, voyant qu'il était souffrant, la direction l'a autorisé à aller se soigner. Mais où trouver de l'argent pour couvrir les frais de soins alors que nos

salaires suffisent à peine pour manger ? Si nous avons une assurance maladie en bonne et due forme, c'est un décès de trop qu'on aurait sans doute pu éviter.

Depuis longtemps, nous sommes en pourparlers avec la direction pour l'obtention d'une assurance maladie. Mais celle-ci ne veut rien céder et fait trainer les négociations en longueur. Aujourd'hui, il y a urgence. Il faudra peut-être passer à la vitesse supérieure pour être entendu.

« SYSTÈME-MARGOILLAT », UN FLÉAU QUI SE NOURRIT DE LA MISÈRE DES TRAVAILLEURS

Aujourd'hui, de plus en plus de travailleurs ont recours aux « *margouillats* » ou aux « *caisses noires* ». Ce sont des prêteurs à des taux très élevés et à un délai très court. C'est un fléau qui était limité dans le passé mais qui prend de l'ampleur aujourd'hui.

Les salaires des travailleurs sont tellement bas qu'au moindre coup dur (maladie grave, décès d'un proche, etc.), ils sont en difficulté et contraints d'aller chez le margouillat. Toutefois, demander un prêt à ce genre d'individu revient à se mettre la corde au cou pendant un bon moment. Les intérêts étant élevés, pour être sûr de se faire rembourser, ces prêteurs vous font signer

une reconnaissance de dette. Parfois, ils vont jusqu'à vous confisquer votre carte bancaire. Si d'aventure on ne parvient pas à rembourser la totalité de la dette, de nouveaux intérêts viennent s'y rajouter. C'est ainsi que certains travailleurs restent endettés jusqu'à leur retraite, voire jusqu'à leur mort.

Si ce phénomène prend de l'ampleur, c'est le signe de la paupérisation croissante de la classe laborieuse. Le niveau des salaires est scandaleusement bas par rapport au coût de la vie qui ne cesse de grimper. Une augmentation générale des salaires est une nécessité, mais les travailleurs devront l'arracher à l'État et au patronat par leur mobilisation.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LA PROGRESSION DU TRAVAIL DU DIMANCHE : UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LE MONDE OUVRIER

De plus en plus les travailleurs dans les usines comme sur les chantiers, sont contraints de travailler le dimanche pour arrondir leur salaire. Les capitalistes en Côte d'Ivoire et l'État à leur service bloquent les salaires de l'ensemble des travailleurs. Tous s'accordent sur la base du SMIG (60.000f CFA) auquel ils ajoutent quelques primes, dont celle du transport. Ce qui fait que le salaire autour de 80.000 F à 120.000 F.

Pour qu'un travailleur touche 150.000 F, il est obligé de travailler du lundi au dimanche. Pour l'ensemble de tous ceux qui vivent de petits métiers, soi-disant autonomes, cette situation est une routine qui s'impose à eux.

La cherté de la vie est l'un des facteurs qui pousse les ouvriers à travailler durement. L'autre cause, la plus importante, c'est que les patrons ne veulent pas donner du répit aux travailleurs. Ils font croire que le travail est urgent, que le délai de livraison ou de finition est très proche. C'est avec ces mensonges grotesques que les patrons intimident les travailleurs et font pression sur eux pour le travail du dimanche.

Entre la pression du coût de la vie et celle des patrons, les travailleurs n'ont pas de mot à dire, ils sont acculés et se tuent au travail. Ils n'ont plus de temps d'avoir une vie de famille ni de repos pour eux-mêmes.

Les longues heures de travail ajoutées aux accélérations de cadences asservissent les travailleurs. Plus, ils travaillent durement et plus ils s'appauvrissent tout en dégradant considérablement leur santé. Les patrons les maintiennent sous le statut précaire de journalier : Ni déclaration à la CNPS, ni embauche.

Le travail de dimanche aggrave la condition ouvrière. C'est une pratique qui se généralise et qui va bientôt devenir la norme s'il n'y a pas une réaction d'envergure de la classe ouvrière. Cependant, cette question n'est qu'un aspect du problème des travailleurs. Il y a la question des bas salaires, du temps de travail, des cadences infernales, des contrats d'embauche, de la sécurité au travail, de l'assurance maladies, du logement, etc. C'est plus l'exploitation capitaliste qui tue que le travail du dimanche.

Aujourd'hui, avec la modernisation des industries, la production s'accroît énormément, le temps de travail devrait être réduit considérablement et les salaires augmentés, mais c'est le contraire qui se produit à cause de la loi du profit capitaliste.

La seule limite de la rapacité des capitalistes c'est la capacité des travailleurs de s'organiser et de lutter pour défendre leurs intérêts.

L E U R S O C I E T E

MÉFIONS-NOUS DE CES GENS-LÀ, COMME DE LA PESTE !

Les élections municipales, législatives et présidentielles seront à l'ordre du jour à partir de 2023, mais les différents acteurs politiques, leurs griots et tous ceux qui sont avec eux dans le « *mangement* » commencent déjà à s'agiter.

Ainsi, pour le compte des gens du pouvoir en place, le journal gouvernemental Fraternité-Matin du 11 avril titre en première page : « Santé, agriculture, industrie, route ... Comment Ouattara transforme la Côte d'Ivoire ». Ce journal parle même d'une « *nation nouvelle* ».

En tout cas, du nouveau, ce n'est certainement pas du côté des travailleurs qu'il faut le chercher. Comme par le passé, ici on trime quand il y a du travail, sans la garantie d'arriver à tenir le mois. En plus, avec les augmentations des prix, alors que les salaires sont bloqués, l'affaire se complique un peu plus chaque jour. Du côté des paysans pauvres, c'est la même réalité : leur vie est aussi souvent faite de misère. Alors, « *nation nouvelle* » ou pas, comme par le passé, les exploiters s'enrichissent en exploitant les travailleurs et les paysans pauvres.

Autant dire qu'il n'y a évidemment rien de nouveau sous le soleil.

Ceux qui sont actuellement au pouvoir mettent naturellement en avant les routes et autres ponts réalisés pour mieux masquer les détournements et autres dilapidations

durant leurs dix années de pouvoir. Et c'est pour leur permettre de continuer de profiter de l'aubaine du pouvoir que le parti de Ouattara est tenté de tripatouiller la loi limitant l'âge du prochain candidat à la présidence pour éliminer Gbagbo et Bédié de la course si l'idée de rempiler leur venait, eux qui ont déjà goûté à la bonne soupe.

Parler des « *réalisations* » de Ouattara permet aussi de mettre le voile sur les cadavres qu'il a fallu enjamber pour accéder au pouvoir après la guerre civile de 2010. Mais ce sont justement ces cadavres que Gbagbo est allé remuer à Duékoué en rendant visite à la « *fosse commune* ». Les journaux de l'époque avaient parlé de quelques 800 personnes tuées en quelques jours en 2010. Il s'agissait des massacres perpétrés par les forces pro-Ouattara. De son côté, Gbagbo se fait fort de taire les massacres de Burkinabé, au moins autant, dans cette même région, par les partisans xénophobes se réclamant de lui quand il était au pouvoir.

C'est dire que de tous les côtés, ça sent drôlement le pourri !

Mais les narines des bourgeois et de leurs serviteurs politiques étant habituées à ce genre d'odeur, ce n'est pas celle provenant de quelques cadavres qui peut les révolter ! Ainsi, Gbagbo propose une « *alliance solide* » entre son parti le Ppa-ci et le Pdc de Bédié, pour battre le clan de Ouattara.

L E U R S O C I E T E

Quant à Affi N'Guessan, l'ancien allié de Gbagbo et peut-être son principal ennemi actuel, il est également en « tournée » et pour les mêmes raisons que Gbagbo. Il a clairement déclaré : « *je fais tout cela parce que je cherche le pouvoir* », et de préciser qu'il a un « *projet politique* ». Chacun peut deviner qu'une « coquille vide » ne peut avoir pour « projet politique » que de se vendre au plus offrant pour espérer une petite place autour de la marmite bien garnie du vainqueur.

Du côté des partisans de Simone Gbagbo, on se réjouit du retour prochain de Blé Goudé. Selon eux « *le camp Gbagbo panique déjà* ». Ils félicitent Ouattara pour la

démarche qu'il a entreprise en faveur d'un prochain retour de Blé Goudé. Ce qui est certain, c'est que les Blé Goudé et autres Konan Kouassi Bertin, l'actuel ministre de la « *réconciliation* », comme tous les politiciens de leur acabit, iront là où la soupe est la plus abondante !

On pourrait en dire autant d'un Soro Guillaume qui attend certainement son heure pour refaire surface.

En tout cas, les travailleurs devront se méfier comme de la peste de tous ces bonimenteurs prêts à toutes les saletés pour servir ensuite la soupe aux capitalistes qui exploitent les travailleurs et les paysans pauvres.

PLUS DE 2,5 MILLIONS DE SANS-PAPIERS DEPUIS LE 31 MARS 2022

Les cartes nationales d'identité (CNI) établies en 2009 sont arrivées à expiration le 31 mars 2022 après plusieurs prorogations. Selon l'ONECI, organe chargé d'établir les CNI, sur 6,5 millions de personnes concernées et qui devaient renouveler leur carte, seulement 4 millions ont pu le faire. Du coup, 2,5 millions se retrouvent sans papier. Ce n'est pas que les gens refusent de se faire enrôler, bien au contraire nombre d'entre eux attendent depuis des mois, voire des années que leurs cartes sortent.

Aussi, il y a le coût de la pièce. Elle est de 5000 F pour un renouvellement et 2 à 3 fois plus pour une nouvelle carte en tenant compte du coût des pièces à fournir et des dépenses annexes.

En plus, l'État n'était pas ravi de voir les gens s'enrôler en masse. En 2009, les cartes étaient non seulement gratuites mais en plus les points d'enrôlement se comptaient par dizaines pour chaque commune du pays. Cette fois-ci, ils sont en nombre insuffisant. Ainsi, une commune comme Abobo, la plus peuplée du pays, n'en avait que 3 au début des opérations. Elle en compte aujourd'hui 5 contre 3 pour la commune de Yopougon. Il n'y en a que 178 pour tout le pays et seulement 27 pour la ville d'Abidjan.

Il n'est donc pas étonnant que plus de 3 ans après le début des enrôlements, seulement 4 millions de personnes sur les 12 millions attendus ont pu établir leurs cartes.

L E U R S O C I E T E

REMANIEMENT MINISTÉRIEL : TOUT SAUF UN MOYEN DE LUTTER CONTRE LA VIE CHÈRE !

La dernière trouvaille de Ouattara en matière de tromperie, c'est de faire croire que le remaniement ministériel qu'il vient de décider et la diminution du nombre de ministres (passant de 41 à une « trentaine ») permettront à l'État d'économiser plus d'argent pour aider les populations à faire face à la flambée des prix. C'est de la poudre aux yeux ! Les calculs politiques que cachent ce remaniement au sommet de l'Etat n'ont rien à voir avec la lutte contre la vie chère.

Ce qui est sûr c'est que les ministres qui perdront leur poste ne seront pas sur la paille, ils continueront de « pomper » l'argent de l'État en occupant des postes de sinécure autres que ministériels mais tout aussi juteux et un peu plus à l'ombre. D'autres sortiront peut-être de l'ombre pour aller à la lumière. Pour le moment c'est Ouattara qui est le chef d'orchestre et c'est lui qui distribue les fauteuils.

TOTAL ÉNERGIES : BLAGUER-TUER !

TotalÉnergies a lancé au niveau international et donc aussi en Côte d'Ivoire un « *programme d'éducation à la sécurité routière pour les établissements primaires et secondaires* ». Cela fait rire quand on sait que cette entreprise a réalisé rien que pour

l'année 2021 un bénéfice net de 7800 milliards de F CFA, presque autant que le budget annuel de l'État ivoirien.

On aurait dit un voleur qui veut ensuite blaguer son monde !

VOUS AVEZ DIT « PRIX BLOQUÉ » ?

Le premier ministre a demandé à ses contrôleurs de vérifier les prix dans les boutiques, dans le cadre de son programme de « *renforcement de contrôle des prix* ». Ainsi, sur la petite boîte de lait « Bonnet rouge » les contrôleurs ont mis une étiquette

rouge où il est écrit « prix bloqué » mais vendue à 500 Fr. Pour quelque chose qui était à 350 Fr, il n'y a pas longtemps ?

En tout cas, le gouvernement travaille d'arrache-pied ! ... pour les capitalistes !

L E U R S O C I E T E

ATTENTION, « LE GOUVERNEMENT TRAVAILLE POUR VOUS » !

Fraternité-Matin, le griot de service du gouvernement, a écrit dans un de ses papiers : « *Achi Patrick donne un sens au slogan* » : « *Le gouvernement travaille pour vous* ».

Comme nous autres travailleurs, on ne voit pas, c'est ça ils ont besoin d'écrire !

Mais les riches, eux, ils n'ont pas besoin de voir ce genre de slogan. Ils sentent par le poids de leurs coffres forts que leurs affaires vont bien et que le gouvernement « travaille » pour eux !

76^{ème} ANNIVERSAIRE DU PDCI : PAS DE JALOUX !

L'église catholique de Daoukro a organisé « *une messe d'action de grâce* » à l'occasion du 76^{ème} anniversaire du Pdcî.

À cette occasion, le curé a déclaré : « *la Côte d'Ivoire compte sur vous (Pdcî) pour continuer à dire la vérité et rassurer le*

peuple ». C'est à croire qu'il veut que Bédié lui donne quelque chose !

Mais qu'il se rassure, pour ne pas faire de jaloux, le Pdcî a organisé le même cinéma à la mosquée de Daoukro. Peut-être que dieu entendra ainsi mieux ses prières !

POSTE DE PÉAGE DE L'AUTOROUTE DE GRAND BASSAM,
UNE AFFAIRE DE RACKET RONDEMENT MENÉE

Le poste de péage de l'autoroute de Grand Bassam est ouvert à la circulation depuis le vendredi 15 avril 2022. Il reste désormais aux autorités de fixer le prix du passage.

Le tracé de l'autoroute long de 17 km a été financé par un don de la Chine à hauteur de 52 milliards et 10 milliards pour la partie ivoirienne. C'est censé être une voie publique, mais contre toute attente le gouvernement ivoirien a décidé d'y mettre un péage.

En 2015, le coût de l'ouvrage devant abriter le poste de péage avait été estimé à 5 milliards environ. Il aura fallu 7 ans pour en finaliser la construction, soit deux fois plus de

temps qu'il a fallu pour terminer l'autoroute elle-même. Entretemps, le coût de l'ouvrage a aussi connu une envolée, passant de 5 à 23 milliards.

Cette autoroute est empruntée par près de 18 000 automobilistes par jour. Dès lors, on comprend pourquoi le FER (Fond d'Entretien Routier) qui n'a pas financé la construction de l'autoroute, est venu y implanter un péage. Un peu comme les « *gnambro* » qui ne participent à la construction d'aucune voie mais s'invitent impunément aux abords des routes et autres têtes de lignes pour racketter les chauffeurs de transport en commun.

L E U R S O C I E T E

C'est clair que les péages sont doublement lucratifs pour les dirigeants du pays. Non seulement la construction est pour eux une occasion de surfacturation, mais en plus ces ouvrages servent par la suite à dépouiller les usagers de la route. Il n'est

donc pas étonnant que le gouvernement promette d'en faire construire 15 sur l'ensemble du pays d'ici 2023. C'est autant d'ouvrages publics ou financés avec l'argent public et qui seront « *privatisés* ».

EFFONDREMENT D'IMMEUBLES À ABIDJAN : LE GOUVERNEMENT EST RESPONSABLE !

Après des dizaines de morts suite aux effondrements d'immeubles à Abidjan et dans d'autres villes du pays, c'est maintenant que le procureur se dit « *très préoccupé* » par ces drames. Il dit même « *avoir fait l'amer constat de la prolifération de constructions non conformes aux règles, source des drames récurrents* ». Il dit aussi avoir donné des instructions aux juges pour procéder à des poursuites judiciaires.

Mais ce monsieur, tout comme ses supérieurs du gouvernement, vit dans un autre monde. Le monde des gens riches qui font semblant d'être préoccupés lorsque des drames surviennent. La preuve, c'est qu'il a fallu attendre plusieurs années et l'effondrement de plus d'une dizaine d'immeubles, dont quatre au cours d'un seul trimestre, faisant 13 morts, des centaines de blessés et de nombreux sans-abris, pour qu'il se réveille et se rende compte qu'il y a un tel laisser-aller et une telle impunité dans ce domaine.

Quant au ministère de la construction, il s'engage à contrôler maintenant toutes constructions d'immeubles de plus d'un

étage. Mais que faisait-il avant ? Ses agents badigeonnent à longueur de journée et dans tous les recoins des communes, les moindres murs en construction. La vérité c'est que ce ministère se réoccupe plus d'encaisser les frais de permis de construire et autres amendes que de contrôler si les bâtiments sont réellement conformes aux normes de construction et de sécurité.

Ces drames sont synonymes de manque de responsabilité des autorités et à tous les niveaux. Prenons l'exemple des endroits inondables où chaque année des éboulements de terrain font des morts. On attend le drame, les morts, les dégâts matériels et ensuite les autorités viennent dire qu'elles vont tout faire pour que cela ne se reproduise plus. C'est le même refrain qu'on entend après les effondrements d'immeubles. C'est cynique et révoltant à la fois.

Tant que la construction des logements sera l'affaire du privé et surtout d'une bourgeoisie immobilière avide de profits ainsi que des spéculateurs de tous genres, ces drames continueront.

L E U R S O C I E T E

TIASSALÉ : PONT À RISQUE, MAIS SILENCE DES AUTORITÉS ... JUSQU'AU PROCHAIN DRAME

Le pont de Tiassalé a été construit en 1934, mais faute d'entretien, il est aujourd'hui tellement délabré que pour le traverser, la peur nous traumatise. Tout récemment, des travaux de la SODECI ont été effectués sur ce pont et l'ont affaibli encore plus. L'érosion causée par les eaux

de pluie a affaïssé la dalle de traverse à tel point qu'il a fallu restreindre la circulation sur une seule voie. Tout cela se passe sous les yeux des autorités sans que cela ne les préoccupe davantage. Elles attendent qu'un drame se produise pour venir verser des larmes de crocodiles.

LE POLITIQUE ET LES INVESTISSEMENTS : RIRE OU PLEURER ?

Le nouveau CHR d'Adzopé a été inauguré le 8 avril dernier. Ce fut l'occasion pour le premier ministre et les autres autorités de faire des discours dithyrambiques sur les qualités du chef de l'État qui serait un bâtisseur, un visionnaire, etc.

Construire des hôpitaux, c'est le moins que l'État puisse faire pour les

populations. Mais la construction du moindre bâtiment, d'un centre de santé, même le plus petit approvisionnement d'un hôpital, est présenté comme le don de telle ou telle autorité ! À croire que les finances de l'État ne servent qu'à donner l'occasion à tous ces politiques de faire campagne !

CANTINES SCOLAIRES : IL EN FAUT PLUS !

La Direction des Cantines Scolaires (DCS) nous apprend que l'État finance seulement 23 jours de cantine sur 120, c'est-à-dire pas grand-chose par rapport à ce qui est nécessaire. Elle explique en même temps que *« contrairement aux écoles qui n'ont pas de cantines, celles qui en possèdent présentent de meilleurs résultats »*. Belle découverte ! En outre, à Man, il existe 155 cantines pour plus de 400 écoles. Même pas la moitié des écoles en possède une !

Au vu du pouvoir d'achat des populations qui baisse d'année en année, manger à la cantine est important pour nombre d'élèves. C'est souvent pour certains élèves le meilleur repas de la journée. Et au lieu de gaspiller l'argent dans des choses inutiles comme la création de postes de ministres, gouverneurs ou autres trouvailles du même acabit, il serait plus utile d'équiper les écoles de cantines scolaires !

L E U R S O C I E T E

QUERELLES DE CHAPELLES

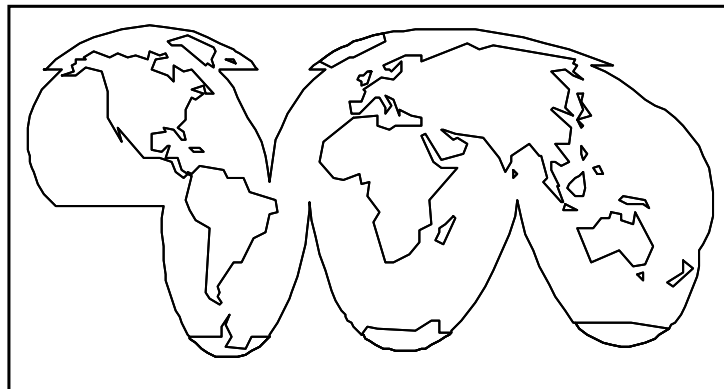
La Fédération Évangélique de Côte d'Ivoire (FECI) a organisé le 02 avril sa première « journée de l'unité ». Cette fédération qui rassemble les églises évangéliques traditionnelles veut « *combattre la séduction de l'ésotérisme, la prolifération des sectes, des faux christs et autres prédicateurs...* ». Cette journée fait suite à l'arrestation, sur leur plainte, du « Jésus baoulé » appelé ainsi parce qu'il prêchait en baoulé !

Les églises traditionnelles se sentent menacées par tous ces prophètes illuminés qui prolifèrent un peu partout, notamment sur les réseaux sociaux. Tout cela doit grignoter le nombre de leurs fidèles, ce qui n'est pas pour leur plaisir !

Les églises, les prétendus hommes de dieu, les marabouts et les prédicateurs de toutes les religions prolifèrent sur la détresse des gens. C'est la dégradation des conditions de vie, la misère, la sensation de ne rien voir changer dans sa vie qui font tomber les populations vulnérables sous la coupe de ces escrocs ou d'illuminés pour la plupart.

L'obscurantisme a des beaux jours devant lui car le terreau sur lequel il prospère ne cesse de grossir. Ce n'est qu'une société débarrassée de toute exploitation, de la propriété privée des moyens de production, qui permettra à chacun de bénéficier du nécessaire et de combattre efficacement l'obscurantisme !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE CAPITALISME, UN SYSTÈME QU'IL FAUT RENVERSER

Pour les plus riches, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles...

Selon le classement 2022 des hommes les plus riches du monde, ils seraient cette année 2.668 à se partager 12.700 milliards de dollars. Il faut multiplier ce chiffre par 600 environ pour avoir le montant en francs CFA, de quoi donner le vertige, tellement à cette échelle ces chiffres perdent leur sens pour le commun des mortels

L'homme le plus riche de ce classement est Elon Musk, le fondateur de Tesla et SpaceX. Sa fortune personnelle est estimée à 219 milliards de dollars.

Pour comparaison, le budget 2022 de la Côte d'Ivoire est environ de 10.000 milliards de francs CFA, soit moins de 17 milliards de dollars. Avec sa fortune, Elon Musk pourrait financer sur 13 ans toutes les dépenses de l'État ivoirien.

Et là, on ne parle encore que des fortunes personnelles et pas des entreprises multinationales qui brassent des sommes encore plus colossales. C'est dire que la planète regorge de richesses, mais c'est dans sa répartition qu'il y a problème.

Pour les plus pauvres, c'est toujours la disette

Entretemps un rapport de l'ONU et d'ONG tire la sonnette d'alarme sur le fait

que 6 millions d'enfants dans 6 pays du sahel sont menacés par une malnutrition aiguë et que si rien n'est fait, 900.000 d'entre eux pourraient en mourir cette année.

Les conflits, l'insécurité, les crises socio-économiques et les événements climatiques extrêmes récurrents continuent de détériorer les conditions d'existence des plus pauvres ; les premières victimes sont les enfants. En Afrique de l'Ouest, le nombre d'enfants de moins de 5 ans qui risquent de souffrir de malnutrition aiguë est en hausse de 27% par rapport à 2021 et de 62% par rapport à 2018. Il s'agit d'un niveau record pour la cinquième année consécutive.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine va encore aggraver cette situation car elle se traduit par une nouvelle flambée des prix.

Pour faire face à cette menace de mort sur des centaines de milliers d'enfants et des séquelles graves pour des millions d'autres, il faudrait un peu moins de 100 millions de dollars. Les organismes (ONG, UNICEF, FAO) engagés dans la lutte contre la malnutrition des enfants peinent à rassembler ces fonds et font appel aux dons et à la charité.

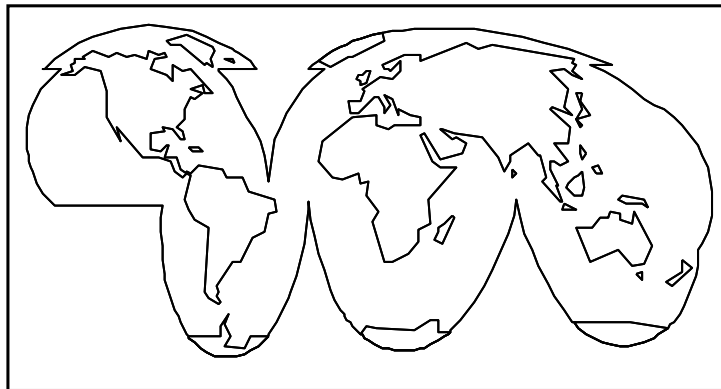
L'avenir c'est le socialisme

Au moment où les États impérialistes directement ou par multinationales interposées, se battent dans le sahel à coups de milliards de dollars (à l'exemple de la France qui dépensait un milliard de dollars par an dans l'opération barkhane au Mali), pour faire main basse sur ses ressources, on laisse mourir de faim les enfants qu'on pourrait sauver avec une infime partie de ces dépenses militaires.

Ce qui est en cause, ce ne sont pas les catastrophes naturelles ou autres phénomènes climatiques. C'est le capitalisme qui, même dans son fonctionnement normal, condamne les plus pauvres à végéter dans la misère. Et c'est la décadence du système capitaliste qui accentue le désordre dans le sahel sous forme de conflits armés et de crises socio-économiques.

Pour mettre fin à la misère et aux inégalités, l'humanité doit se débarrasser du capitalisme qui ne met en avant que le profit individuel, et se doter d'un système économique tourné vers la satisfaction des besoins de tous, le socialisme. C'est la tâche qui s'impose aux révolutionnaires aujourd'hui. Sinon le capitalisme entrainera l'humanité en arrière, vers la guerre et la barbarie.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.